

**SLIMANE ZENATI, COORDINATEUR DU CNAPEST
DE LA WILAYA DE BÉJAÏA, AU SOIR D'ALGÉRIE :**

**«Nous sommes mobilisés
pour des actions radicales»**

Dans un entretien accordé au Soir d'Algérie, M. Slimane Zenati, coordinateur du Cnapest, met l'accent sur le fait que les revendications des fonctionnaires sont loin de satisfaire les contestataires. Il revient, à ce titre, sur les récentes augmentations de salaire qui, en fait, ne répondent pas aux attentes des enseignants du secondaire. Ainsi, la mobilisation se poursuit plus que jamais pour que cette corporation recouvre ses droits.

Le Soir d'Algérie : Comment se présente pour vous cette rentrée sociale ?

S. Zenati : C'est une rentrée qui ne diffère pas des précédentes dans le sens où le mécontentement social persiste et les revendications du monde du travail, notamment des fonctionnaires, ne sont pas satisfaites.

Les pouvoirs publics en charge d'apporter les réponses adéquates et attendues préfèrent la fuite en avant et privilégient la logique de

la confrontation à celle de la négociation. Face à l'érosion sans précédent du pouvoir d'achat et à la précarisation de la situation socioprofessionnelle qui en découle, les PEST n'ont qu'une seule voie qui est celle de la lutte.

Au Cnapest, on est mobilisé pour des actions radicales à même de faire aboutir nos revendications. Les autorités tenues responsables des conséquences qui en découleraient dans le cas où ces dernières persistent à tourner le dos à nos revendications .

Le Cnapest remet-il en cause les dernières revalorisations des salaires ?

Les récentes augmentations des salaires induites par la nouvelle grille nationale sont loin de répondre aux attentes des enseignants du secondaire, et ce, pour plusieurs raisons.

Elle ont été vite dépassée par l'évolution du taux d'inflation que l'Etat n'arrive pas à maîtriser et qui se répercute sur le pouvoir d'achat

des fonctionnaires en général. L'échelle des valeurs, donc du niveau de qualification, qui constitue l'une des revendications phares du Cnapest, n'a pas été respectée. Cela a engendré un sentiment de frustration particulièrement dans les rangs des PEST.

Notre syndicat avait dénoncé les insuffisances contenues dans la nouvelle grille ainsi que la manière avec laquelle elle a été concoctée. Nous avons revendiqué la réévaluation de la valeur du point indiciaire et l'ouverture des négociations sur le régime indemnitaire dans le but de compenser le déficit, mais hélas, le gouvernement semble persister dans sa démarche à vouloir nous ignorer.

Le statut particulier de l'éducation a été examiné et promulgué dernièrement par le gouvernement. Les revendications du cnapest ont-elles été finalement satisfaites ?

On a annoncé effectivement que le statut particulier a été promulgué mais on ignore encore son contenu. Les déclarations d'intentions du gouvernement ne sont pas prises au sérieux par les enseignants du secondaire qui veulent des mesures concrètes.

Nous souhaitons vivement que nos revendications soient prises en charge telles que nous les avons discutées et adoptées lors de la réunion avec le MEN.

Un mot sur les libertés syndicales ?

Les libertés syndicales sont, malheureusement, loin d'être une réalité en Algérie. Pour preuve, on continue à exclure les syndicats autonomes et à réprimer toute velléité de contestation sociale.

Le Cnapest, fidèle à ses principes et à son engagement, continuera à militer pour le recouvrement des droits constitutionnels, démocratiques et sociaux des PEST.

A. Kersani

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Les abonnés pénalisés

Ce lundi, dès 12 h 00, ce fut l'effolement chez les abonnés d'Algérie Télécom du réseau de téléphonie fixe de la wilaya de Annaba. Ils étaient par centaines à se ruer sur le centre de comptabilité téléphonique pour s'inquiéter de la suspension de leur ligne téléphonique alors qu'aucune redevance ne leur est parvenue.

Cette mesure extrême appliquée sans avertissement préalable de l'opérateur public habituellement limitée aux appels sortants a été étendue à ceux entrants. Du coup, c'est le grand silence sur la ligne de chaque abonné.

De nombreuses sociétés, bureaux d'études, administrations et même les rédactions régionales de différents titres de presse ont été privés de communications et de fax.

En quelques heures, faute de contact téléphonique et fax avec les partenaires, fournisseurs, clients nationaux et étrangers, des abonnés habitués à traiter leurs affaires ou à transmettre des documents par télécopieur ont été pris au dépourvu. Préalablement, plusieurs de ces abonnés ainsi pénalisés avaient été

surpris de recevoir un appel d'Algérie Télécom qui, par le biais d'une voix féminine, les invitait à passer à leurs guichets pour procéder au paiement de leur redevance téléphonique. Cette nouvelle manière de faire serait due à la résiliation du contrat qu'Algérie Télécom avait signé avec son homologue Algérie Poste.

Selon les termes de ce contrat, cette dernière avait pour mission la distribution des redevances dans le cadre d'une prestation de service payant. Le montant important, 50 millions de dinars, qu'Algérie Télécom devait bimensuellement déboursier pour cette distribution avait été jugé excessif.

Ce qui aurait entraîné la résiliation dudit contrat. L'autre argument avancé pour justifier cette résiliation porte sur la mauvaise volonté des agents d'Algérie Poste à transmettre les redevances à leurs destinataires.

Ce que prouve du reste le nombre important de redevances n'ayant pu être remis à leurs destinataires et ayant fait l'objet d'un retour à l'expéditeur. Il en est ainsi pour la rédaction régionale du *Soir d'Algérie*. Le préposé d'Algérie Poste l'a, de lui-même, déménagé. C'est en tous les cas ce qu'il a décidé en

mentionnant «A déménagé» au verso de la redevance remise après réclamation. «Sans même transmettre la redevance, les responsables d'Algérie Télécom décide de la suspension de ma ligne fixe. Habituellement, ils accordent un délai de plusieurs mois pour le règlement. Abonné sur le mobile Algérie Télécom, je vais laisser tomber cet opérateur pour aller vers le privé.

Cette déliquescence prouvée dans une administration que, les précédentes années, l'on se plaisait à citer en exemple pour sa rigueur, démontre que rien ne va plus dans notre pays», avoue un commerçant sur le cours de la Révolution. Pour beaucoup de travailleurs d'Algérie Télécom, cette décision de suspendre les abonnés sans avoir préalablement transmis la redevance relève d'un acte de mépris.

Pour d'autres, cette démarche indique que l'on cherche à liquider Algérie Télécom pour mieux la brader dans le cadre d'une opération de privatisation planifiée. Il y a enfin ceux qui parlent de l'exaspération des gestionnaires de cet opérateur public face à la mauvaise volonté des abonnés de régler leurs redevances.

A. Djabali

CRISE ENVIRONNEMENTALE À TIZI-OUZOU

L'opposition au projet de CET d'Azazga s'élargit

La crise environnementale qui sévit à Azazga, interdite de décharge publique par les riverains, s'amplifie après la récente montée au créneau de quatre autres villages, dont deux — Tamassit et Agraradj — relèvent de la commune voisine des Aghribs.

Ces communes ont intégré la protesta en se solidarisant avec le village de Hendou dont la population s'est opposée au projet de centre d'enfouissement technique (CET) prévu à quelques centaines de mètres de leurs habitations. Dans une réunion élargie aux associations, qui s'est tenue le 4 septembre dernier et portant comme ordre du jour la position à adopter à l'égard du projet de décharges publiques de Bouhlalou et Tansawt Gueghzer, les représentants des villages

Tamassit, Hendou, Agraredj, Tacherouft et Izarouken ont, «après avoir énuméré les inconvénients inhérents à l'implantation des décharges suscitées et les conséquences qui en découleront», rendu publiques les conclusions de la réunion à travers lesquelles l'ensemble des présents ont manifesté leur réprobation et leur refus catégorique «à cautionner cet état de fait, qui s'apparente à une dérive et à une irresponsabilité». Ce pourquoi ils «interpellent les autorités

concernées à prendre leurs responsabilités et agir en conséquence afin d'y remédier». Les rédacteurs du PV de réunion concluent en réaffirmant leur «volonté» et leur «disposition au dialogue et à la concertation» en suggérant l'organisation d'une réunion élargie aux APC des Aghribs et Freha, la direction de l'environnement, les forêts, l'hydraulique, les comités de village et les associations afin de trouver une solution idoine.

Ce qui a fait sortir de ses gonds le P/APC d'Azazga qui s'insurge contre le fait «de refuser un projet fiable dans les terrains de l'Etat sans suggérer de solution». «Ont-ils proposé un site de rechange?» réagit-il visiblement affecté par ce

problème qui prend des proportions alarmantes puisque, selon lui, le site décrié est le seul qui réponde aux normes environnementales. Le P/APC, qui s'apprête à réunir de nouveau les comités de village, avertit que si la situation perdure, les conséquences seront grandes sur les institutions de la ville dont les établissements scolaires qui risquent de fermer, selon lui, faute d'hygiène quand on sait que les ordures n'ont pas été enlevées depuis dimanche. Au pire des cas, la solution extrême, et la plus mauvaise, résiderait dans les sites forestiers qui composent 50% du territoire de la commune, concède la maire. A condition, là aussi, de convaincre les services des forêts...

S. Hammoum

TLEMCCEN

**Le wali
dans la steppe**

Le chef de l'exécutif a entamé une visite d'inspection dans la région de Sebdou et de Sid-Djillali pour évaluer l'état d'avancement des projets inscrits dans le programme quinquennal. Ces régions au sud de la wilaya figuraient parmi les localités les plus désshéritées. Ayant bénéficié d'un important programme dans tous les secteurs (éducation, habitat, agriculture et hydraulique), ces deux daïras commencent à sortir un peu de leur isolement. A noter que les projets programmés dans le monde rural font l'objet d'un suivi particulier de la part du wali. Lors de son passage à Sid-Djillali, ce dernier n'a pas été du tout tendre avec les responsables concernant le retard enregistré dans la réalisation d'un lycée.

BENI-SNOUS

**La colère
des fellahs**

Les petits fellahs des monts de Béni-Snous ne savent plus à quel saint se vouer. En effet, il leur a été interdit d'exploiter les eaux du barrage de Béni-Bahdel pour l'irrigation de leurs petits lopins de terre. La région de Béni-Snous est à vocation agricole et on ne voit pas comment survivrait-on dans ces conditions de sécheresse si on ne peut pas bénéficier des eaux d'irrigation. Ces dernières années, les célèbres oliveraies commencent à disparaître dans cette vallée amazighe.

**De l'eau potable
dans la nature**

Au niveau de la passerelle de Béni Boulène, une fuite d'eau qui dure depuis plus de deux mois soulève l'ire des citoyens.

Signalée à plusieurs reprises aux responsables concernés, cette fuite d'un débit important se perd dans la nature et irrigue... le bitume. Et dire que nous sommes en pleine sécheresse et que dans certains foyers les robinets sont à sec depuis longtemps.

M. Zenasni

EL-TARF

**Une personne
de 72 ans met fin
à ses jours**

La mechta appelée communément El Kiloune, dans la commune de Bouteldja, s'est réveillée, mardi dernier, sur une nouvelle qui a jeté l'émoi et la consternation parmi la population.

Une personne âgée de 72 ans s'est suicidée par pendaison, en utilisant son turban à l'endroit dit Le Château d'eau. Le corps inerte de la victime a été transporté à la morgue de l'hôpital d'El Tarf par les éléments de la Protection civile.

De leur côté, les services de sécurité ont ouvert une enquête pour connaître les circonstances exactes de ce drame. Les conditions de vie exécrables seraient derrière cet acte de désespoir, indique-t-on.

Daoud Allam